

Rapport d'orientation budgétaire

CONSEIL MUNICIPAL DU 6 FÉVRIER 2023

Éléments de conjoncture

Contexte et perspectives économiques

- Des prévisions de la croissance mondiale fortement abaissées
 - En 2023 1,7% au lieu de 3% anticipés en juin et en 2024 2,7%

- Europe répercussion économique du conflit en Ukraine, avec un risque de récession

- France:
 - Embellie économique en 2022 interrompue par les conséquences du conflit: pénurie du secteur énergétique et inflation record
 - Impact de la gestion de la dette publique

Éléments de conjoncture

Contexte et perspectives économiques

- Ralentissement de la croissance économique mondiale lié à l'inflation, la hausse des taux d'intérêts, la diminution des investissements, le conflit en Ukraine

- L'inflation
 - hausse des prix en particulier ceux de l'énergie et de l'alimentaire
 - Le marché de l'emploi sous tension



Incertitudes de faire face aux dépenses qui augmentent plus vite que les recettes.

Éléments de conjoncture

Projet de loi de finances 2023

➤ DGF (Dotation Globale de fonctionnement)

=> écrêtée pour Yffiniac soit 0 € à partir de 2022

➤ Dotations de péréquation

=> Légère dynamique de la DSR (Dotation de solidarité rurale)

➤ DSIL, DETR = les dotations de soutien à l'investissement stagnent en 2023

Perspectives Budgétaires

Fonctionnement (ce qui bouge)

RECETTES:

➤ Fiscalité:

- Sur les bases :
 - Foncier bâti: +8% en 2023 puis +3% ensuite (Revalorisation des bases et nouvelles constructions)
 - Foncier non bâti : + 7 % en 2023 puis 3% ensuite
 - Résidences secondaires: TH +7 % en 2023 puis 3% ensuite
- Sur les taux : hypothèse +5% pour 2023

➤ Droits de mutation: moyenne de 4 dernières années

- - 90k€ // 2022, compte tenu du montant exceptionnel

➤ Vente terrain « Moulin à Vent » à TDF : 110 K€

- Pour mémoire 580 k€ du budget lotissement perçu en 2022

Perspectives Budgétaires

Fonctionnement (ce qui bouge)

DEPENSES:

- Charges de personnel:
 - + 3%/an sur la période
- Charges à caractère général et de gestion courante
 - 2023 : + 15% dont + 200 K€ pour l'énergie
 - 2024 : + 5 % minorées des 200 K€ du coût de l'énergie s/2023
 - Ensuite + 3%
- Charges financières
 - Echancier de la dette en cours, majoré des emprunts de la prospective

Perspectives Budgétaires

Investissements (p21/23)

- Opérations de logement social
- Maison médicale
- Salle Maryvonne Dupureur
- Investissement courant (équipement des services, bâtiments inclus agrandissement et mise aux normes de la MPE)
- Programme de la mandature (DD, dont chaufferie EVI et cheminements doux)
- Subventions d'équipement: SDE (éclairage) et Agglo
- Voiries et aménagements divers (place Saint Anne)

Rapport de rétrospective

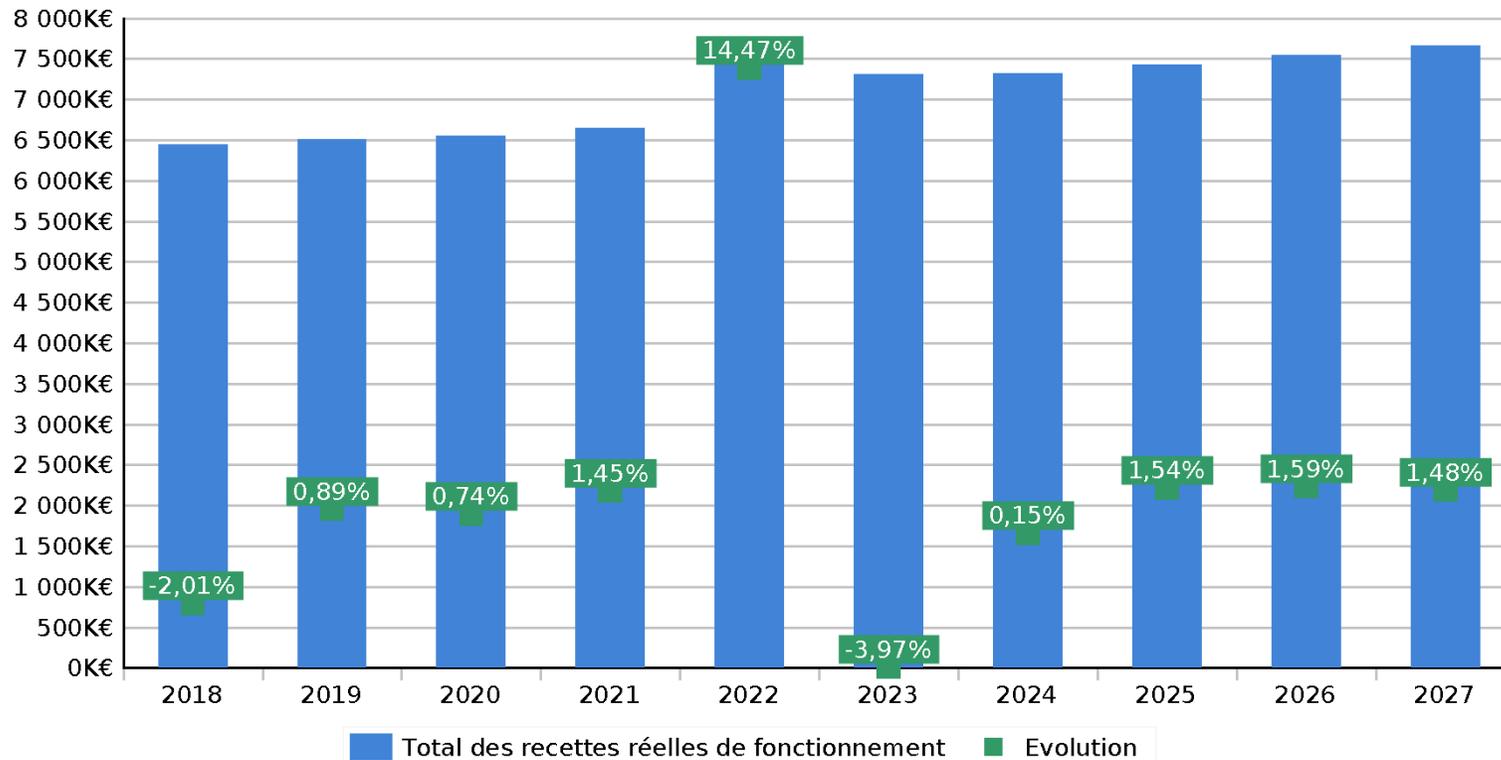
Les grandes masses budgétaires (p4/23)

	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
Recettes de fonctionnement	6 449	6 506	6 554	6 649	7 611	7 309	7 320	7 433	7 552	7 663
Dépenses de fonctionnement	5 085	5 167	5 242	5 670	5 998	6 371	6 369	6 575	6 780	6 995
<i>dont intérêts de la dette</i>	61	55	46	37	33	42	37	64	85	110
Recettes d'investissement	1 389	430	446	631	1 787	1 098	2 011	1 584	1 494	509
<i>dont emprunts souscrits</i>	1 000	0	0	0	1 000	0	1 090	914	989	110
Dépenses d'investissement	1 776	1 410	1 764	2 111	2 623	3 098	2 962	2 442	2 265	1 177
<i>dont capital de la dette</i>	225	246	253	260	277	175	176	219	186	227
<i>dont P.P.I</i>	1 551	1 163	1 511	1 851	2 269	3 327	2 563	2 068	1 991	950

La section fonctionnement

Les recettes (p15/23)

Recettes de fonctionnement

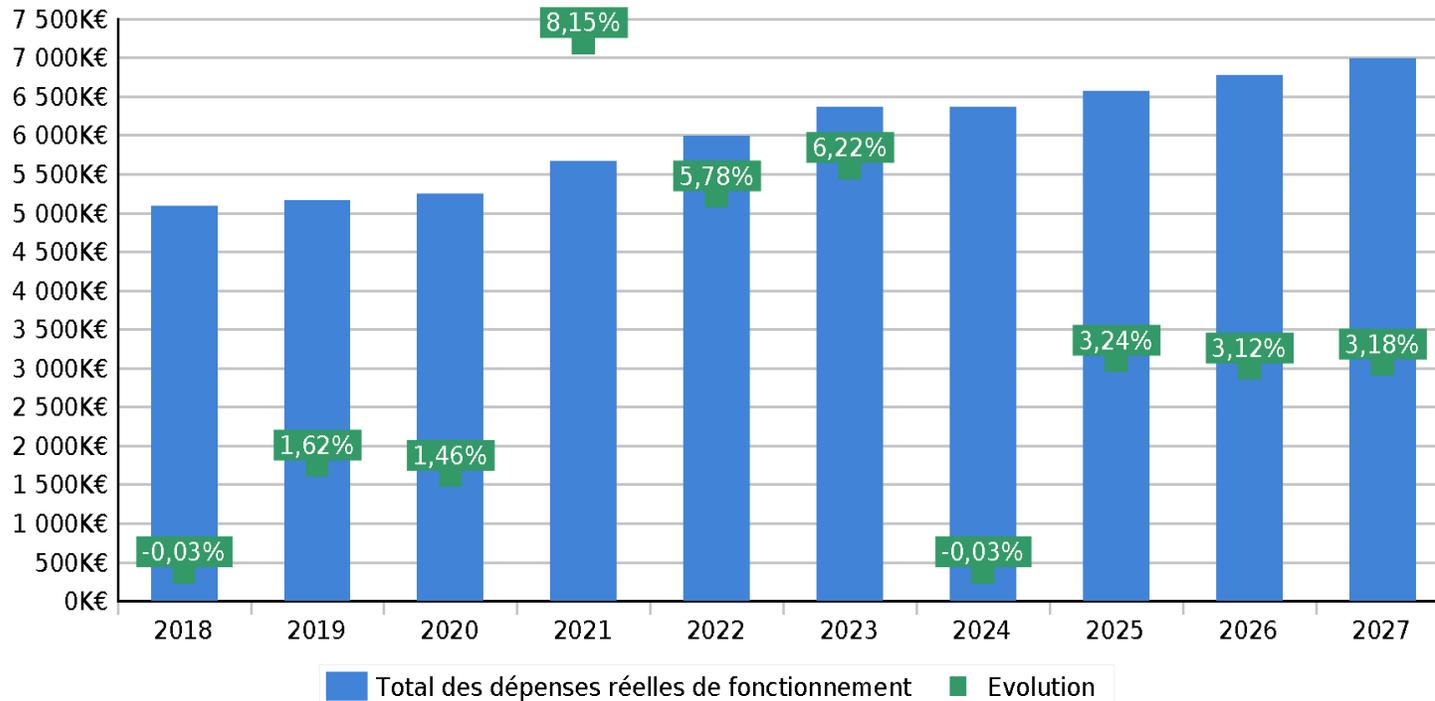


- Fiscalité Directe=> recette dynamique
- Fiscalité indirecte, Dotations et Autres Recettes, => recettes stables

La section fonctionnement

Les dépenses (p17/23)

Dépenses de fonctionnement



- Charges de personnel à effectif constant, impact valeur de l'indice et GVT
 - Charges à caractère général +15 % pour 2023
- ⇒ Surveillance accrue et plan d'actions mis en place sur l'énergie et achats

La section investissement

Les recettes (p19/23)

	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
FCTVA	171	254	298	341	450	355	274
Subventions perçues	373	373	499	350	60	60	35
Taxe d'urbanisme	81	118	80	80	80	80	80
Emprunts	0	1 000	0	1090	914	989	110
Recettes diverses	5	43	220	150	80	10	10
Total	631	1788	1097	2011	1584	1494	509

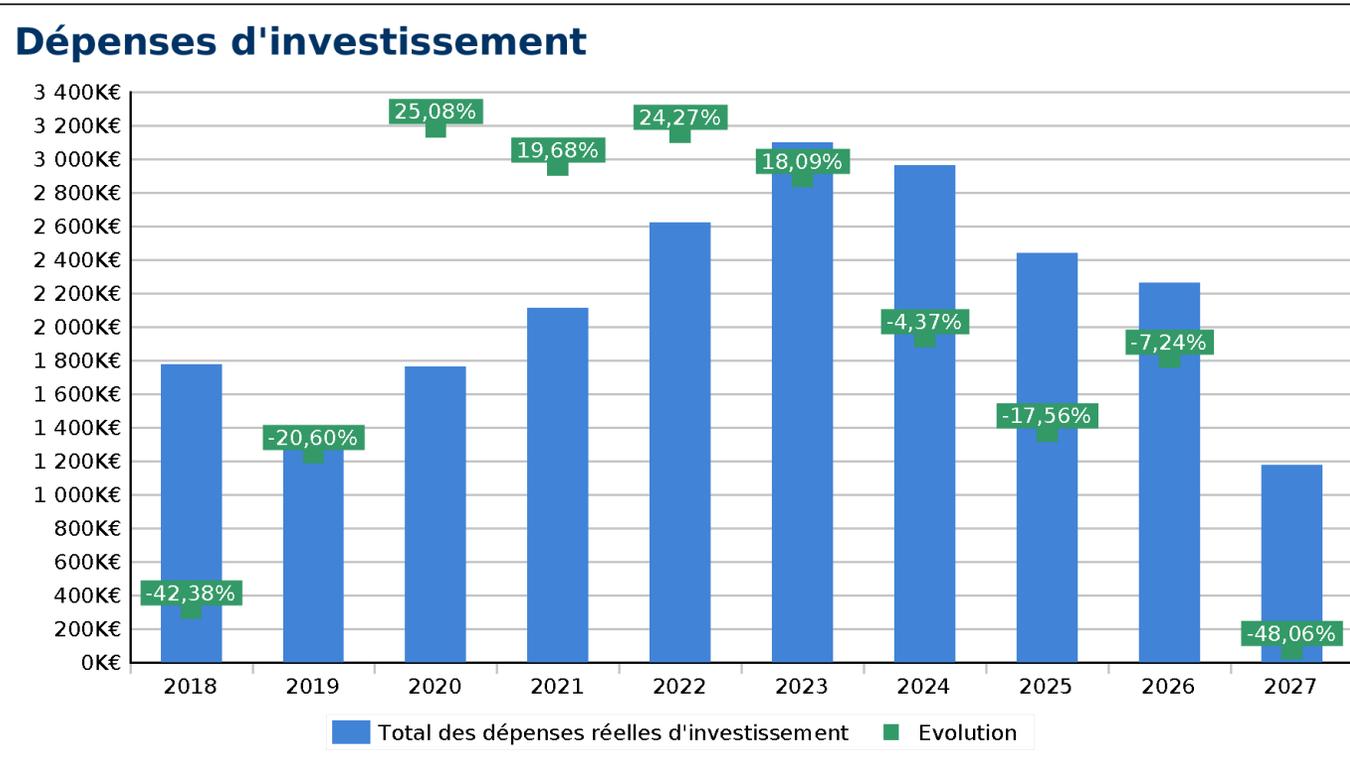
Financement du PPI :
Recours à l'emprunt,
à hauteur de
4 100 K€ dont
1 000 K€ souscrit en
2022

Les financeurs du PPI (p21/23)

	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	Total
AGGLO	0	0	100	0	0	0	0	100
DEPARTEMENT	65	310	309	15	15	15	15	744
ETAT	282	63	70	315	25	25	0	780
Total	347	373	479	330	40	40	15	1624

La section investissement

Les dépenses (p20/23)



Des temps forts de réalisation pour 2023 et 2024, dont maison médicale 1 620 K€

Le programme pluriannuel d'investissement (p21/23)

	2022	2023	2024	2025	2026	2027
106- Opérations Logt Soc	80	401	348	348	321	300
114 - Aménagements Coeur de ville	54	0	0	0	0	0
117 - Eglise/confortement rénovation	469	9	0	0	0	0
118 - Maison médicale	78	1 620	0	0	0	0
119 - SALLE DUPUREUR	18	46	870	870	0	0
Investissement courant (chap.20/21 + art.2313)	482	300	300	300	300	300
Programme mandature 20/26	0	300	695	200	1 020	0
Subv Equipt (art.204158)	108	185	50	50	50	50
Voiries Aménagements divers (art.2312 - 2315)	973	466	300	300	300	300
Total	2 269	3 327	2 563	2 068	1 991	950

Montants TTC,
hors subvention

Total 2022-2027 : 12 m€

Remboursement de la dette (p20/23)

Années	Dépenses d'investissement	Remboursement du capital de la dette	Part en % du remboursement du capital de la dette
2018	1 776	225	12,67 %
2019	1 410	246	17,48 %
2020	1 764	253	14,34 %
2021	2 111	260	12,3 %
2022	2 623	277	10,55 %
2023	3 098	175	5,64 %
2024	2 962	176	5,96 %
2025	2 442	219	8,96 %
2026	2 265	186	8,2 %
2027	1 177	227	19,27 %

Sur la période, la mise en place de nouveaux emprunts fait passer le remboursement annuel de la dette de 225 à 227 K€ en 2027, soit + 2 K€

Ratios prudentiels

Ratio désendettement

	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2026
Encours au 31 décembre	1 939	1 692	1 439	1 179	1 903	1 728	2 641	3 337	4 140	3 242
Ratio de désendettement*	1,4	1,3	1,1	1,2	1,2	2,1	2,8	3,9	5,4	4,9
Emprunt	1 000	0	0	0	1 000	0	1 090	914	989	110

* Le ratio de désendettement détermine le nombre d'années nécessaires à la collectivité pour éteindre totalement sa dette par mobilisation et affectation en totalité de son épargne brute annuelle. Il se calcule selon la règle suivante : encours de dette au 31 décembre de l'année budgétaire en cours / épargne brute de l'année en cours.

Un programme d'investissement lissé avec un ratio de désendettement contenu (seuil recommandé 10 ans)

Fonds de roulement

Hypothèse préalable à la prospective de couverture de 2 mois de dépenses réelles de fonctionnement par le fonds de roulement